

Pétition au Grand Conseil Notre école a besoin de postes aujourd'hui pour remplir sa mission

En refusant par trois fois la demande de la Cheffe du DIP d'octroyer les 196,9 postes nécessaires au respect des conditions cadres, malgré l'augmentation du nombre d'élèves dans le canton, le Grand Conseil se met hors-la-loi.

Les associations d'enseignant.es et de parents dénoncent depuis longtemps une situation critique à l'école publique genevoise : la situation au primaire et au cycle d'orientation se péjore année après année. C'est la première fois qu'une telle décision est prise et qu'une telle violence institutionnelle s'abat sur l'enseignement, au mépris des élèves du canton.

Quelles sont les mesures déjà annoncées pour la rentrée 2020 ?

- Les 850 élèves supplémentaires annoncés à l'école primaire pour la rentrée prochaine entraîneront une hausse des effectifs de classe et très certainement des déplacements d'élèves, comme c'est déjà le cas au Cycle d'Orientation. Dans des classes bondées, impossible d'encadrer efficacement les enfants fragilisés, alors que toutes les études récentes, en particulier celles du SRED, démontrent que les difficultés scolaires qui naissent à l'école primaire ne font que s'aggraver au cours de la scolarité. Dans le primaire, il y a actuellement déjà des classes qui accueillent 27 élèves.
- **Faute de disposer des postes demandés pour soutenir l'école inclusive, de nombreux élèves fragiles ou ayant des besoins éducatifs particuliers resteront privés du soutien suffisant pour fréquenter les classes ordinaires.**
- Le foyer de Mancy (foyer de l'OMP pour des enfants en situation de handicap majeure) ne sera pas ouvert, et ce malgré les situations dramatiques que vivent certaines familles qui ne peuvent pas y placer leurs enfants.

... et ce n'est que le début, car les postes refusés cette année ne seront pas « rattrapés » dans les années qui viennent alors que la croissance démographique devrait perdurer en tout cas jusqu'en 2023.

Dans de telles conditions, la FAPEO, la FEGAPH, la SPG, la FAMCO, l'Union, l'AGEEP et le SSP exigent du CE, du GC et de sa commission des finances que les postes nécessaires soient alloués pour le respect des citoyen.nes et de la loi, et ce également pour l'enseignement spécialisé et l'enseignement secondaire 2, qui eux aussi payent le prix des coupes budgétaires.

Nom	Prénom	Commune de domicile	Signature